

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION N° 101092/DEF/DGA/D**  
relative aux handicapés physiques, moteurs ou sensoriels.

*Du 17 avril 1991*

**INSTRUCTION N° 101092/DEF/DGA/D relative aux handicapés physiques, moteurs ou sensoriels.**

*Du 17 avril 1991*

NOR D E F A 9 1 5 0 0 2 0 J

---

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 815.1.*

*Référence de publication : BOC, p. 1546.*

---

Vu l'arrêté du 5 février 1990 <sup>(1)</sup> arrêté du 20 mars 1997 (BOC, p. 2707) fixant l'organisation du concours d'admission d'élèves civils à l'école nationale supérieure des ingénieurs des études et techniques d'armement.

La présente instruction s'ajoute à l'instruction n° 101117/DEF/DGA/D du 10 avril 1990 <sup>(2)</sup> instruction 100637 /DEF/DGA/D du 26 avril 1994 (BOC, p. 1783) relative au concours d'admission d'élèves civils en première année d'études à l'école nationale supérieure des ingénieurs des études et techniques d'armement.

Art. 1er. La présente instruction a pour objet de prévoir des dispositions particulières en faveur des handicapés physiques, moteurs ou sensoriels qui se présentent au concours d'admission en qualité d'élève civil à l'école nationale supérieure des ingénieurs des études et techniques d'armement. Elle devra être appliquée dans des conditions telles que le principe d'équité soit maintenu.

I.  
**INSCRIPTION.**

Article 2.

**Conditions d'inscription et attestation médicale.**

La demande d'inscription, formulée par un candidat handicapé physique, moteur ou sensoriel, doit être accompagnée d'une attestation médicale, établie par le médecin membre de la commission départementale de l'éducation spéciale (*CDES*) du département de résidence du candidat au vu de son dossier médical.

Cette attestation, rédigée sur papier à en-tête de la *CDES*, devra préciser de quelles conditions particulières le candidat handicapé doit disposer :

- accessibilité des locaux ;
- installation matérielle dans la salle d'examen ;
- machine à écrire ;
- secrétaire assistant ;
- matériel d'écriture en braille ;
- assistant spécialiste d'un mode de communication (pour les candidats handicapés auditifs).

Cette énumération n'est pas exhaustive : il appartient au médecin de la *CDES* d'établir l'attestation médicale en fonction de ce qui est estimé indispensable pour que le candidat handicapé se trouve dans les conditions de travail qui ne le défavorisent pas par rapport à ses camarades.

Le médecin de la *CDES* doit enfin préciser si le candidat handicapé doit disposer d'un temps de composition majoré d'un tiers. Cette précision est indispensable, car c'est sur elle que se fondera le directeur des personnels et des affaires générales pour autoriser la majoration qui n'est pas nécessairement liée aux conditions particulières d'installation ou d'assistance.

## II. **ORGANISATION DES ÉPREUVES.**

### Article 3. **Temps de composition.**

Conformément à l'avis du médecin prévu à l'article 2 ci-dessus, le directeur des personnels et des affaires générales de l'armement pourra autoriser l'intéressé à disposer d'un temps de composition majoré d'un tiers.

Les heures de composition devront être fixées de manière à laisser aux candidats handicapés une période de repos suffisante entre deux épreuves prévues dans la journée, afin que le temps consacré au déjeuner ait une durée raisonnable. Toutes les dispositions utiles seront prises pour que ces mesures n'entraînent aucune divulgation des sujets d'examen.

### Article 4. **Mesures liées à la nature du handicap.**

#### **1. *Handicap moteur rendant impossible l'écriture manuelle.***

Les candidats qui utilisent habituellement une machine à écrire seront invités à prévoir l'emploi de leur propre machine.

Les candidats qui ne peuvent ni écrire à la main, ni utiliser une machine à écrire pourront être assistés d'un secrétaire qui écrira sous leur dictée. Chaque secrétaire sera désigné par le directeur des personnels et des affaires générales, parmi le personnel administratif du ministère de la défense ou du ministère de l'éducation nationale appartenant à un corps de fonctionnaires titulaires.

#### **2. *Handicap visuel.***

Les candidats aveugles ou amblyopes composent en braille ou en gros caractères, à la main ou à la machine. Ils utilisent pour les figures et les croquis, les procédés de traçage dont ils usent habituellement.

Le braille abrégé (abrégé orthographique étendu) peut être utilisé pour toutes les épreuves excepté celles d'orthographe et de langues vivantes (braille intégral) ; pour les épreuves de mathématiques, la notation mathématique française sera employée.

Avant d'être remise aux correcteurs, les copies seront transcrites en écriture ordinaire par un membre du jury. L'anonymat des candidats devra toujours être respecté.

#### **3. *Handicap auditif.***

Les sujets, les précisions complémentaires et les instructions pratiques relatifs aux épreuves du concours seront donnés par écrit.

### Article 5. **Epreuves orales.**

Les candidats handicapés sensoriels ou physiques disposeront d'un temps de préparation majoré d'un tiers, si l'attestation médicale le prescrit.

Les candidats handicapés visuels auront à leur disposition les textes des sujets écrits en braille ou en gros caractères.

Les candidats handicapés auditifs devront toujours être placés dans une position favorable à la labio-lecture. Ils pourront, si la demande en a été exprimée préalablement, disposer de l'assistance d'un spécialiste de l'un des modes de communication familière au candidat : français signé, lecture labiale avec ou sans langage parlé complété, pour aider à la compréhension des questions posées. En aucune façon le spécialiste de l'un des modes de communication ne devra intervenir lors de la réponse formulée par le candidat. L'un au moins de ces spécialistes : enseignant, orthophoniste, interprète ou codeur, devra être adjoint au jury en qualité de conseiller, avec voix consultative aux délibérations.

Les candidats handicapés auditifs ou moteurs, s'ils ne peuvent s'exprimer oralement, pourront utiliser la communication écrite.

### **III. CORRECTION DES COPIES ET DÉLIBÉRATION DU JURY.**

#### **Article 6. Correction des copies.**

Les copies des candidats handicapés sont mêlées à celles des autres candidats sans signe distinctif et sont corrigées dans les mêmes conditions d'anonymat.

#### **Article 7. Délibération du jury.**

Le jury doit comprendre parmi ses membres à titre de conseiller(s), le cas échéant, le ou les spécialistes désigné(s) pour assister un candidat handicapé comme prévu à l'article 5 alinéa 3 ci-dessus. Ce ou ces spécialistes ont voix consultative.

Aucun candidat handicapé ne peut être ajourné quels que soient les notes et les résultats globaux obtenus, sans une délibération spéciale du jury qui fera suite à la consultation du dossier et des copies du candidat.

### **IV. DISPOSITIONS DIVERSES.**

#### **Article 8. Mise en application de la présente instruction.**

Cette instruction est applicable à partir du concours 1991.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Par empêchement du délégué général pour l'armement :

*L'ingénieur général de l'armement, adjoint au délégué général pour l'armement,*

**Michel LASSERRE.**

---

(1) Abrogée en dernier lieu par l'.

(2) Abrogée par l'.